

# Introduction

---

par Pierre Razoux

Qu'est-ce qui est en train de se redessiner sur place? On voit l'évolution depuis quelques années de paramètres qui sont en train de changer l'équation stratégique dans l'espace géopolitique méditerranéen, au-delà même de la crise au Sahel et au Mali. Je voudrais citer quelques-uns de ces facteurs qui sont absolument cruciaux :

- le vent de révolte qui balaye le monde arabe, évidemment ;
- les nouveaux rapports de force qui s'établissent au sein du monde arabe ;
- l'extension des zones de non-droit, on le voit bien au Mali ;
- l'instauration d'un continuum plus ou moins progressif de gouvernements islamistes le long de la rive sud de la Méditerranée ;
- la réévaluation de la politique américaine dans la région ;
- mais aussi la crise financière, économique et politique qui affecte gravement l'Europe et qui l'obnubile et l'empêche de s'intéresser autant qu'elle le devrait à ce qui se passe dans cet espace mouvant.

Tous ces facteurs concourent au déplacement des frontières géopolitiques du bassin méditerranéen à la fois vers le Sud, au niveau de la zone sahélo-saharienne, et c'est aussi le cœur de notre journée d'études, mais aussi vers l'Est et, on l'oublie un peu trop, jusqu'aux rivages du Golfe.

Ces mêmes facteurs entraînent de la part des Européens une vision beaucoup plus sécuritaire et plus utilitariste de la Méditerranée, ce qui profite aujourd'hui à la Turquie et à la Chine. À terme, ces changements, et on est en train de les voir se redessiner, pourraient aboutir à la recomposition du monde arabe avec deux grands groupes d'États : d'un côté, pour simplifier, les républiques et de l'autre côté les monarchies, soit, et c'est une autre grille de lecture, les États qui

dépendent de pouvoirs liés à la mouvance des Frères Musulmans ou à celle de tous les partis que l'on peut appeler islamo-nationalistes, et de l'autre côté, les États se trouvant dans la mouvance salafiste.

Pour revenir au sujet qui nous réunit aujourd'hui, celui de la redéfinition des équilibres entre la zone sahélienne, l'Afrique du Nord et l'Europe, et peut-être parce que je suis aussi historien et sans revenir à l'année 1907 comme l'a fait le professeur Frémeaux, je voudrais juste vous dire que la crise malienne me rappelle quand même furieusement la crise tchadienne du début des années 1980. Bien entendu le contexte est différent, mais elles présentent de très nombreuses similitudes et il serait intéressant d'y revenir.

# **Le défi fondamentaliste en Afrique du Nord et dans le Sahara**

---

par Mehdi Taje

## **Les pesanteurs historiques, clefs d'intelligibilité des crises au Sahel**

---

L'espace sahélien, fragmenté et sous-administré, est travaillé depuis longtemps par des lignes de fracture et des facteurs de tension justifiant, à la faveur de l'incubateur libyen, l'explosion de la crise malienne, risquant par effet de contagion de déstabiliser toute la zone.

À l'image de l'océan, le Sahel, miroir de la Méditerranée, est un espace vivant, entouré d'États riverains, sillonné de routes empruntées par des peuples distincts et aussi zone d'échange de civilisations très anciennes. Il appartient à tout le monde et à personne. Regorgeant de richesses naturelles, c'est un espace où circulent les hommes et les biens, mais aussi un espace où se dissimulent des acteurs pratiquant couramment des actes délictueux s'apparentant à la piraterie (prédations, razzias, trafics, terrorisme, etc.) Ainsi, la bande sahélo-saharienne s'apparente à une mer de sable intérieure, ou plutôt à un océan difficilement administrable par les règles du droit territorial. Il est caractérisé par une météo capricieuse mettant l'Homme à rude épreuve; il est sillonné par les routes trans-sahariennes ancrées dans le temps long de l'histoire et pouvant être assimilées aux routes maritimes dont il convient de s'assurer le contrôle afin de verrouiller les axes commerciaux; il est parsemé de villes et de points d'eau, assimilables aux îles constituant des points d'appui et des ports indispensables à la survie. Cet océan sahélien est parcouru par des populations nomades comparables au mouvement des flottes de pêcheurs pourchassant le poisson et, au même titre

que les pirates, d'éléments malveillants vivant de brigandage et de rapine qui se greffent, à l'image de nodules sur un corps malade, sur les points faibles afin d'y prospérer en se donnant une rhétorique Qaïdiste tout juste pour brouiller les cartes.

L'espace sahélien, véritable polygone de crises, est travaillé par des lignes de fracture inscrites dans le temps long de l'histoire et qui continuent à produire leurs effets (opposition sédentaires-nomades, fracture Afrique Blanche-Afrique Noire, séquelles de la traite et de la colonisation ayant inversé les rapports de domination, etc.), et par des éléments plus récents se surajoutant et amplifiant la vulnérabilité du champ : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; la spéculation islamiste par des forces obscures qui sont loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam ; les sécheresses et les famines ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective d'avenir pour une nombreuse jeunesse désœuvrée ; la forte croissance démographique (en 2040, la population sahélienne devrait doubler pour atteindre 150 millions d'habitants) ; la montée en puissance des trafics en tous genres et notamment du trafic de drogue en provenance d'Amérique Latine ; le terrorisme incarné essentiellement par AQMI, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tension afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares<sup>1</sup>, etc.), enfin les effets induits de la guerre en Libye. En effet, la déstabilisation de la Libye, suite à l'intervention de l'OTAN, a libéré des forces (dissémination d'armes sophistiquées, retour massif de réfugiés sahéliens et de Touaregs armés incorporés à l'armée de Kadhafi), aboutissant au réveil de la rébellion touareg au Mali, matérialisée par l'attaque le 17 janvier 2012 par le MNLA contre les garnisons militaires du nord Mali. La suite, nous la connaissons !

---

1. Ensemble de 17 minerais, dits « or vert », objets d'une vive rivalité entre les pays de l'UE, les USA, le Japon et la Chine. Ces minerais sont au cœur des technologies de la communication, des énergies renouvelables et des armes de pointe.

Le Sahel africain concentre tout un système de conflits qui, à la moindre étincelle, éclatent en chaîne. En toute vraisemblance, la situation ne saurait subsister indéfiniment. La révolte Touareg au Nord Mali a constitué le point de rupture. La réponse militaire pourrait réduire pour un temps la rébellion, mais le règlement politique et la stabilisation de la région requièrent des réponses plus larges et à plusieurs niveaux. L'absence du Maghreb comme acteur régional et le glissement des pays du Maghreb dans l'orbite islamiste expliquent la défiance des États africains et le recours aux puissances extérieures.

L'océan sahélien est marqué par des cicatrices encore à vif, héritage d'un passé chargé de lignes de fracture et de facteurs de tension.

À ce stade, il me paraît important d'insister sur deux points :

L'éclatement d'un foyer d'instabilité au Sahel menace la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb sur le long terme. Les initiatives et positions divergentes des uns et des autres ternissent l'image d'un Maghreb désuni et distant de ses obligations stratégiques communes. L'édification du Grand Maghreb est une nécessité régionale et une nécessité également dans le contexte de la mondialisation et de la multiplication des initiatives d'intégration dans le monde. L'affirmation du Grand Maghreb comblerait un vide stratégique tout en forçant une plus grande responsabilité internationale dans le présent et l'avenir de la zone Maghreb – Sahel. Plus globalement, Méditerranée, Maghreb et Sahel constituent une matrice travaillée par des forces et des logiques communes.

Le danger réel risquant d'impacter durablement les équilibres des sociétés sahéliennes est la prise de contrôle du pouvoir par des groupes vivant de rentes criminelles. Ainsi se produit le basculement d'une criminalisation économique vers une criminalisation politique. La crise malienne, notamment le coup d'État du 22 mars 2012 et la crise institutionnelle qui perdure, révèlent à quel point la menace du crime organisé est réelle, bien plus sournoise et déstabilisatrice que quelques centaines de criminels se revendiquant de l'islamisme radical et disséminés sur une superficie équivalente à celle de l'Union européenne. Piraterie au large du golfe du Bénin avec des ramifications à terre, prises d'otages, multiplication des trafics, blanchiment d'argent, etc. alimentent une économie de l'ombre en mesure de menacer durablement la sécurité des États sahéliens, condamnant tout espoir de démocratie et de bonne gouvernance. Marginalisé, le crime organisé a proliféré, connaissant un effet de souffle du fait de la mondialisation et des effets de la fragmentation des continents affectant

de nombreuses régions du monde. Profondément défaillants, les États sahéliens, dépourvus de capacités militaires, policières, douanières, administratives, offrent un terreau propice à l'infiltration d'organisations transnationales criminelles s'emparant progressivement du pouvoir et aboutissant *in fine* à un renversement de souveraineté sur ces territoires.

Dans ce contexte, il convient de ne pas se focaliser sur un « ennemi de confort » (AQMI) et réfléchir plutôt à des stratégies de contre-ingérence et de lutte contre cet ennemi gangrénant les États sahéliens de l'intérieur et prospérant à la faveur de la dérégulation et de la précarité stratégique, de la faillite des États, de l'explosion démographique, de la pauvreté. Là sont l'urgence et l'enjeu d'avenir pour la région et pour le Maghreb ! Devenu un espace de transit, le Sahel concentre un flux important d'argent qui circule entre les mains d'intermédiaires passeurs de marchandises, et qui finance des activités illicites dans la région et ailleurs : de nouvelles féodalités se développent.

## **Puissances régionales et puissances extérieures**

---

La zone sahélienne fixe des intérêts multiples par elle-même, mais elle ne se suffit pas à elle-même.

### **Les ambiguïtés de l'Algérie**

L'Algérie a attentivement suivi les péripéties de la crise : nous lui devons les accords entre Alger et Bamako passés en 2006 ainsi que la médiation ayant permis la signature du pacte national du 11 avril 1992. Or, ces accords n'ont pas saisi les problèmes de fond, ils n'ont fait que geler temporairement les antagonismes. La suite, nous la connaissons.

Dans cet espace, l'Algérie, le Maroc et antérieurement la Libye développent des dispositifs diplomatiques, militaires et secrets obéissant à des calculs de neutralisation de l'autre. Les rivalités sont vives, l'enjeu étant de s'assurer le leadership sur un Sahel tourmenté et vulnérable, mais offrant de multiples opportunités. En effet, l'effacement programmé de la Libye en tant qu'acteur

régional majeur dans la zone ouvre un large boulevard à un monopole stratégique pour l'Algérie qui n'a jamais caché, depuis 1962, ses visées à l'égard de ces espaces, notamment le théâtre saharien.

Alger, compte tenu de son histoire, de la présence de Touaregs sur son territoire et de ses ambitions, développe depuis de longues années une stratégie complexe. Sans nier l'existence au Sahel d'un noyau dur d'islamistes radicaux vecteurs d'un message politico-religieux et ayant recours au terrorisme et à la violence armée, une deuxième clef d'analyse posée à titre d'hypothèse permet de mieux cerner la portée d'AQMI au Maghreb et au Sahel. À l'intérieur de l'État algérien se situent des centres de décision aux stratégies divergentes qui mènent une lutte interne pour le pouvoir et le contrôle des richesses nationales. À la mort du président Boumediene en décembre 1978, un groupe d'officiers attachés à fixer le centre réel du pouvoir algérien en retrait du gouvernement officiel, s'est attelé à mettre en place une hiérarchie parallèle, junte dont les excès ont engendré pour un temps une faillite économique, sociale et politique du pays.

Dans le cadre de cette hypothèse de travail, des hommes pivots du mouvement armé du GSPC, devenu AQMI, seraient aux ordres d'un clan disposant de puissants relais au sein des services algériens. Les actions entreprises, aussi extrêmes soient-elles, ne seraient ni plus ni moins que des messages adressés aux clans adverses. Il ne s'agit pas de nier la réalité d'authentiques djihadistes mus par une volonté de lutter contre un Occident impie attaquant des terres d'islam mais de ne pas s'en contenter en prenant en considération les stratégies secrètes et subversives d'acteurs divers poursuivant des intérêts loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam. Le chômage et les injustices sociales, conjugués à l'absence de progrès économiques et sociaux, jouent en faveur des commanditaires et de la persistance du terrorisme en Algérie. En outre, la stratégie occidentale de harcèlement et de stigmatisation des musulmans alimente le choc Occident-Islam et favorise l'endoctrinement et le recrutement des exécutants.

AQMI avancerait ainsi sensiblement au gré des intérêts de cercles du pouvoir algérien. Comme le souligne Alain Chouet : « la violence dite islamiste algérienne ne se confond pas avec le djihadisme internationaliste du type Al-Qaida [...] Cette violence paraît toujours fortement corrélée aux aléas et aux vicissitudes de la vie politique algérienne<sup>1</sup> ».

---

1. Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux : la menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*. Paris, La Découverte, 2011, p. 227.

La menace d'AQMI pose en réalité la problématique de la maturité historique de l'État et de la société algérienne et de la nature du pouvoir algérien. En dépit du discours du président Bouteflika le 15 avril 2011 annonçant la révision de la Constitution et une ouverture politique en vue des élections législatives du 10 mai 2012, une frange du pouvoir algérien s'est empressée de freiner l'ouverture. C'est la réponse à court terme, les enjeux financiers liés à la rente pétrolière étant considérables.

Ainsi, à l'image du double jeu pratiqué par les services secrets pakistanais (ISI<sup>1</sup>) en Afghanistan, dans le cadre d'une sous-traitance, AQMI serait-elle en partie un instrument d'influence entre les mains de clans algériens générant une rente stratégique ou sécuritaire monnayable auprès des Occidentaux tout en justifiant les ambitions hégémoniques algériennes à l'égard de l'espace sahélien.

Toutefois, les opérations d'AQMI n'obéissent pas toujours aux commanditaires, eux-mêmes en rivalité : il arrive que des opérations, notamment au Sahel, échappent à leur contrôle, reflétant une volonté d'autonomisation, se retournant parfois contre des intérêts algériens. C'est une piste permettant de mieux comprendre AQMI, ainsi que la multiplication de groupes terroristes dans le nord du Mali. Alger a utilisé les forces et les faiblesses du Mali à son avantage. Certaines forces ont instrumentalisé AQMI et d'autres groupes à des fins strictement partisans, au détriment de la région. Lorsque d'autres factions algériennes rivales sont victimes de ces initiatives, elles renforcent le gouvernement malien. Encore une fois, le jeu algérien est complexe.

Certes, l'Algérie a envoyé des instructeurs dans le nord du Mali et participé à l'équipement de l'armée malienne afin de lutter contre AQMI. Certes, elle a piloté de nombreuses réunions à l'échelle régionale et internationale ; elle a créé en avril 2010 le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint) visant à coordonner les efforts de quatre pays du champ (Algérie, Mauritanie, Mali et Niger) contre le terrorisme. Le CEMOC est centré sur les intérêts algériens –, trois pays du Maghreb (Maroc, Tunisie et Libye) étant exclus de cette structure – ce qui témoigne de la persistance de démarches désarticulées, souvent déterminées par la sourde défiance qui divise les riverains de l'océan sahélien, alors que la menace dicte une action concertée, en mesure d'identifier des intérêts convergents.

---

1. Inter-Services Intelligence.